



**El mundo visto
desde abajo**

**Le monde vu
d'en bas**

**The world seen
from below**

Esquema de informe para el Comité Internacional del FSM
Draft Report for the International Council of the WSF
Esquisse de rapport pour le comité international du FSM

SYNTHÈSE / SYNTHESIS / SÍNTESIS

Diciembre / December / Décembre 2016

Durante la reunión ultima del CI en Montreal en Agosto último, la decisión fui de constituir 5 grupos de trabajo para preparar el próximo encuentro en Porto Alegre en enero 2017. Una de los debe proponer una análisis de la conjuntara International sobre los desafíos del movimientos populares. La relatoría está coordinada para Pierre Beaudet de Intercoll con la participación active de más de 30 compañeros et compañeras de varios países en el mundo.

Last August, the IC decided to set up five working groups to prepare the Porto Alegre meeting in January. One of these groups was mandated to produce a global overview of the challenges currently facing popular movements in different parts of the world. The report is coordinated by Pierre Beaudet (Intercoll) with the participation of more than thirty compañeros and compañeras from all over the world.

En août dernier à Montréal, le comité international a mandaté divers groupes de travail pour préparer la prochaine rencontre du CI à Porto Alegre en janvier 2017. Un de ces groupes a été mis en place pour préparer une analyse de la conjoncture. Le groupe est coordonné par Pierre Beaudet d'Intercoll, avec la participation de plus de 30 camarades de divers pays.

Gracias a

Christophe AGUITON (France), Geneviève AZAM (France), Walter BAIER (Austria), Nicola BULLARD (Australia), Ronald CAMERON (Quebec), Jennifer COX (USA), Dembe Soussa DEMBELE (Sénégal), Eda DUAGUN (Kurdistan), Roger ETKIND (South Africa), Mireille FANON MENDES FRANCE (France), Pierre GEORGE (France), Leo GABRIEL (Austria), Maher HANINE (Tunisie), Kamal LAHBIB (Maroc), Shengjing LIN (China), Firoze MANJI (Kenya), Gustave MASSIAH (France), Francine MESTRUM (Belgique), Moema MIRANDA (Brazil), (India), Juliette SAGARD (France), Boaventura de Sousa SANTOS (Portugal), Hamouda SOUBHI (Maroc), Emilio TADDEI (Argentina), Gina VARGAS (Peru), Immanuel WALLERSTEIN (USA), Chico WHITAKER (Brazil), Abdelkader ZRAIH (Maroc)

Pierre Beaudet (Intercoll)

Contenido / Contents / Table des matières

- 1000 luttes, 1000 défis
- 1000 luchas, 1000 desafíos
- 1000 struggles, 1000 challenges

Draft

1000 luttes, 1000 défis

Repenser les convergences Réinventer des outils

Celui qui combat peut perdre, mais celui qui ne combat pas a déjà perdu.
Bertolt Brecht

L'étendue, la richesse et la complexité des mouvements populaires dans le monde sont telles qu'il serait périlleux de prétendre en faire une analyse « globale ». Ce que nous pouvons faire est de seulement identifier quelques grandes lignes et suggérer des questions qui doivent être approfondies dans le cours des discussions et des échanges solidaires au sein du Conseil international (CI) et au sein du Forum social mondial (FSM). La synthèse qui suit est une proposition personnelle qui résulte des nombreux travaux, discussions et rapports et qui ont impliqués une cinquantaine de personnes de plusieurs pays.

Pierre Beaudet (Réseau Intercoll)

1. Globalisation 2.0

De manière différenciée selon les situations nationales, il y a en cours une vaste réorganisation des dispositifs du pouvoir capitaliste, concernant la gouvernance, l'économie politique, la culture, les droits. Ceux-ci s'imposent par des politiques, lois et règlements, mesures répressives. Ils apparaissent aussi, dans l'univers culturel, comme autant de marqueurs : symboles, valeurs, idées reçues. Aujourd'hui cependant, cette réorganisation est en crise que le crash financier de 2007-2008 a illustrée. Au départ confinée à la « triade »¹, elle affecte tous les espaces du capitalisme globalisé et financiarisé, dominé par la fraction prédatrice et impérialiste la plus déterminée et la plus armée de la planète.

. Comme l'explique le MST, les dominants ont choisi pour gérer cette crise de déclencher une offensive généralisée contre les couches moyennes et populaires : l'assaut contre les salaires et les conditions de travail, le chômage de masse, la privatisation des ressources, la déréglementation, l'endettement. Cette restructuration inclut également l'imposition des traités de libre-échange² qui visent à imposer des normes obligeant les États à se conformer aux impératifs du néolibéralisme, à travers un vaste dispositif échappant aux processus démocratiques et aux souverainetés nationales. Tout cela ne vient pas « naturellement », mais découle d'un puissant système impérialiste, principalement organisé par les États-Unis, leurs alliés-sabotards du G7 et leurs relais un peu partout dans le monde, et dont l'objectif est d'accélérer la prédateur par une vaste gamme d'agressions militaires, politiques, économiques, culturelles. Cette « agressivité », si on peut dire, de l'impérialisme américain découle du fait qu'il a perdu en grande partie le monopole exclusif de la puissance et que le monde de 2017 est devenu multipolaire, malgré tous les efforts actuels des États-Unis pour rabaisser les capacités de certains pays dits « émergents » et surtout, de ses concurrents les plus forts comme la Chine et la Russie.

Entre-temps, les politiques néolibérales, elles-mêmes en grande partie responsables de la crise, se « réinventent », sous un nouveau label, qui devient, au Nord l'« austérité », et qui perpétue au Sud ce qu'on connaît depuis longtemps, l'« ajustement structurel ». De cela découle l'aggravation des écarts, la pauvreté persistante, l'exclusion, la dégradation de l'environnement.

Dans une époque antérieure, des politiques keynésiennes au Nord et une semi décolonisation au Sud avaient été la réponse à la précédente grande crise. Certaines voix (minoritaires parmi les élites) proposent de revenir à un « néo-keynésianisme » qui serait en même temps un « capitalisme vert ». En réalité, les dominants, dans leur grande majorité, sont confiants du fait qu'ils disposent d'un rapport de forces qui leur favorable. Cette confiance des dominants en leurs propres forces est parfois secouée, puisqu'on constate, de plus en plus, la crise larvée et même ouverte de la gouvernance capitaliste et impérialiste³. Mais au bout de la ligne, en tout cas pour le moment, ceux-ci estiment que les soubresauts du système ne profitent pas aux mouvements populaires. D'autant plus qu'ils se métamorphosent en pouvoirs « néo-autoritaires », marginalisant les institutions traditionnelles de la démocratie libérale (les parlements élus et les représentations institutionnelles de la société civile). Se profilent alors de nouveaux dispositifs exécutifs personnalisés et qui, souvent, ne craignent pas d'utiliser un langage et des pratiques autrefois confinés à l'extrême-droite. Dans quelques cas extrêmes, ce pouvoir n'hésite pas une seconde à revenir aux politiques de la canonnière, pour envahir, massacrer, détruire sociétés et États, et expérimenter sur les peuples les armes de destruction massive dont ils essaient de garder le monopole. C'est ce qu'on constate tragiquement dans ce vaste « arc des crises » qui traverse une grande partie de l'Asie et de l'Afrique avec, comme épicentre de cette orgie de destruction programmée, le Moyen-Orient.

Et ainsi, l'espace politique se restructure en fait entre une droite traditionnelle « relookée » et une « nouvelle » extrême-droite décomplexée, qui surfe sur l'idéologie du tout-le-monde-contre-tout-le-monde, via la xénophobie, la haine des autres, l'impérialisme le plus « cru » et le racisme⁴. Une politique des « identités » est promue, pour inscrire dans la psyché de certaines populations qu'elles ont un « droit » de dominer qui découle d'une supériorité civilisationnelle⁵. Parallèlement, on assiste au déclin d'institutions multilatérales mises en place après 1945 (comme

¹ Amérique du Nord, États-membres de l'Union européenne, Japon.

² Tel le projet de TAFTA

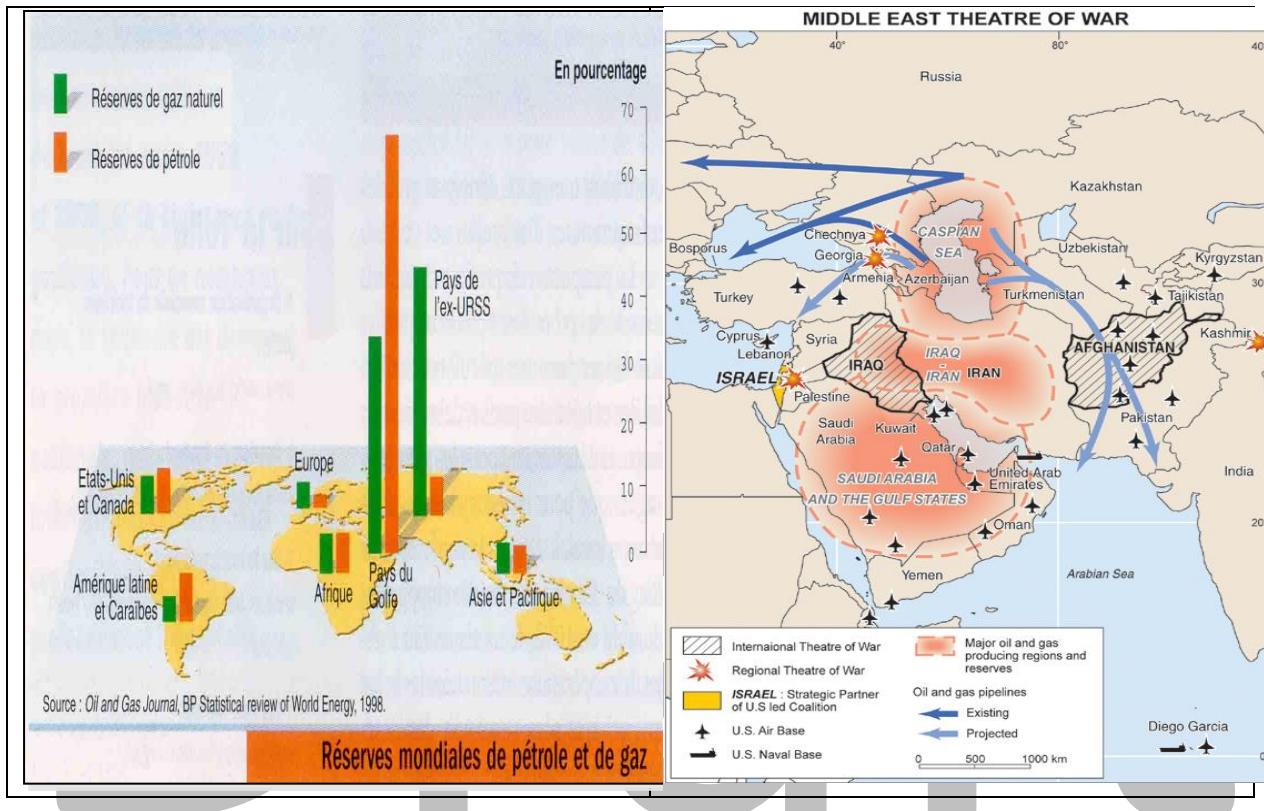
³ Ce que révèlent les déboires militaires des États-Unis et de l'OTAN en Irak, en Afghanistan, en Syrie.

⁴ Une partie de l'extrême-droite se présente comme anti-systémique, voire révolutionnaire. Autrement, les « fondamentalismes » chrétiens, hindouistes, musulmans tentent de mousser leurs projets réactionnaires. Ils sont parfois craints, parfois utilisés, par les dominants, comme c'était le cas lors de la grande crise précédente dans les années 1920-30.

⁵ Cette politique qui repose sur des états d'exception quasi permanents s'étend ailleurs (en Inde, en Turquie, aux Philippines, au Brésil, en Russie, etc.).

l'ONU), au profit de la politique unilatéraliste animée par les États-Unis, toujours puissants même si de dangereuses guerres « par procuration », dont le but est de s'approprier des ressources et des régions¹.

Guerre et pétrole : une calamité convergente



Questions à explorer

- Comment les politiques d'austérité déstabilisent les couches moyennes et populaires ?
- Selon des conditions spécifiques dans les divers pays, le « néo-autoritarisme » peut-il se muer en une sorte de fascisme ?
- Jusqu'où l'idéologie du tout-le-monde-contre-tout-le-monde réussit à s'infiltrer dans les consciences populaires ?
- Que reste-il de la souveraineté populaire au moment où les structures opaques du capitalisme mondialisé imposent leurs normes en dehors de tout cadre démocratique ?

¹ D'autres puissances impérialistes cherchent à émerger, la Chine et de la Russie par exemple. Celles-ci profitent d'un relatif déclin de l'impérialisme américain qui reste en mesure de déployer son hégémonie, tant par les moyens « traditionnels » (la guerre) que non-traditionnels (économie, technologie, etc.). Le conflit entre l'impérialisme dominant et les impérialismes « émergents » risque de perdurer et de s'envenimer dans les décennies à venir. Sur cela, lire Gilbert Achcar.

2. Confrontations

Cette restructuration ne prendrait pas les formes actuelles si le camp populaire avait été en mesure de développer un projet contre-hégémonique. Sous la pression néolibérale et militariste des années 1980, les anciennes formes politiques ont été durablement affaiblies, dont la social-démocratie, qui, dans une large mesure, a mis de côté les luttes pour les réformes sociales qui l'avaient mise au monde¹. Plus tard, dans les pays du socialisme « réellement existant », l'implosion de l'Union soviétique et le virage libéral en Chine ont miné leur projet fondationnel. Ces reculs ont fermé, plus que le dernier siècle, toute une époque historique de transformation sociale, qu'on pourrait faire remonter à la révolution française et aux grands mouvements d'émancipation du 19^{ème} et du 20^{ème} siècle.

Pourtant, au rebond des années 1990, de nouvelles vagues de luttes ont relancé la résistance. De la révolte des autochtones mexicains aux manifestations « anti-mondialisation » (Seattle, Genoa, Buenos Aires, etc.), un vaste mouvement diversifié et militant a réussi à faire la jonction entre d'« anciennes » formes (les syndicats notamment) et de nouvelles expressions populaires marquées par le féminisme, l'écologie et l'altermondialisme. Parallèlement, une vague de changements dite « rose » s'est cristallisé en Amérique du Sud contre les expérimentations désastreuses du néolibéralisme. Des coalitions inédites entre les mobilisations par en bas et la mise en place de gouvernements progressistes a donné une profondeur aux mouvements populaires qui se sont répandus dans le monde jusqu'aux années 2010, avec les mobilisations des Printemps arabes et africains, d'Occupy, des Indignados et des mouvements de masse partout qui ont renouvelé le répertoire des luttes, bousculé les anciens partis de gauche et créé de nouvelles articulations politiques comme on l'a constaté dans plusieurs pays comme la Bolivie, l'Espagne et ailleurs. Enfin, selon des schémas parfois contradictoires, ces processus anticapitalistes et anti-impérialistes se sont internationalisés dans le sillon de nouvelles initiatives étatiques progressistes (l'ALBA) et d'initiatives par en bas, tel le FSM, qui ont suscité beaucoup d'espoir.

Disposant d'une masse critique implantée parmi les jeunes chômeurs diplômés, les femmes, les autochtones, les habitants des quartiers périphériques et les paysans pauvres, ces mouvements ont défini un agenda de luttes extraordinairement créatif. Par contre, en dépit du fait que plusieurs mouvements sont sortis de leur « territoire » de revendications pour devenir des forces de propositions, la plupart d'entre eux n'ont pas construit un agenda de transformation. Et ainsi, à part quelques exceptions, l'édifice du pouvoir a résisté. Là où il y a eu effectivement des changements de gouvernance, le capitalisme mondialisé, tant dans ses pratiques antidémocratiques qu'à travers ses institutions transnationales et multilatérales, a bloqué les espoirs suscités par les gouvernements progressistes, d'où le fait que plusieurs ont glissé vers l'« austérité » et l'extractivisme, et accepté un état de soumission à la structure impérialiste de l'économie mondiale et à la puissance des élites économiques dans leurs propres pays,². Le retour de la droite et de l'extrême droite sont dans une large mesure le résultat de cette impasse. Sommes-nous donc arrivés, selon l'expression des néoconservateurs, à la « fin de l'histoire » ? Pour autant, des luttes persistantes et dures entrent, quand elles ne réussissent pas à les bloquer, des restructurations antipopulaires et anti-écologistes. Ici et là, des consultations électorales expriment l'attachement des populations aux formes politiques qui se disent en phase avec leurs revendications. Et à la base, des mouvements connaissent des mutations qui laissent penser que les Printemps arabes et africains, par exemple, en sont encore à leurs premiers pas³. On en revient à la perspective de la lutte de longue durée.

Questions à explorer

- La social-démocratie peut-elle se réinventer ?
- Comment les gouvernements progressistes peuvent résister à la droite ?
- Comment les mouvements populaires peuvent élaborer des projets contre-hégémoniques et prolonger leurs luttes dans de nouvelles formes d'interventions politiques ?

¹ Lire Christophe Aguiton et de Walter Baier.

² Comme l'expliquent Émilio Taddei, Maristella Svampa et Massimo Modonesi.

³ C'est la lecture des camarades Maher Hahine du Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux, ainsi que de l'Américain Immanuel Wallerstein.

3. Les défis

Les mouvements populaires savent maintenant qu'ils font face à une période qui s'annonce dure et dangereuse. Les syndicats, par exemple sont déstabilisés par la fragmentation du collectif ouvrier et la transformation du prolétariat en précaritat. D'autres mouvements résistent mieux, les écologistes par exemple, qui progressent dans l'immense bataille des idées bien que, sur le plan concret, la plupart des réformes nécessaires sont bloquées ou reportées. Des nations autochtones tiennent tête, en partie de par la nouvelle subjectivité qui les réunifie en dépit des vastes agressions qui les menacent. Ailleurs, face à la répression extrême et à la guerre, des mouvements sont forcés de se concentrer sur les urgences, défendre des droits fondamentaux et arrêter les exactions. Les grandes mobilisations qu'on a vécues ces dernières années sont de plus en plus difficiles à relancer, dans un climat de d'insécurité entretenu par les appareils médiatiques et politiques, et face aux interventions culturelles et idéologiques de la droite et d'extrême-droite.

Cependant, à travers des luttes se déroulant dans une grande adversité, on observe la multiplication de nouvelles pratiques sociales et politiques, l'émergence d'une nouvelle culture de la transformation, surtout portée par les jeunes générations, et qui tente de délimiter d'une nouvelle manière, non autoritaire, et non hiérarchique, les contours des mobilisations. Des recherches sont en cours dans et avec les mouvements populaires, pour trouver de nouvelles pistes stratégiques. Ce ne sont pas des recherches désincarnées, confinées à l'université, mais des travaux dans les luttes mêmes, à travers les efforts des « intellectuels organiques » du peuple (à la Gramsci) qui résistent, organisent et réfléchissent. Tout en utilisant les savoirs et les compétences légués par leurs « ancêtres », les mouvements créent de nouvelles connaissances, de nouvelles stratégies, à la croisée entre les pratiques et les théories (la « praxis »)¹.

Au premier plan se présente la nécessité de déstabiliser les droites, qui dans plusieurs cas, disposent d'une base de masse. La constitution de vastes alliances s'avère alors indispensable, ce qui oblige de dépasser des divisions et des sectarismes, d'identifier les points de convergence et de ralliement, ce qui veut dire des compromis. Pour ce faire, il faut une capacité d'ouverture et de respect, ce qui tranche avec les périodes où des segments du mouvement tentaient, en vain, de s'approprier le monopole de la « vérité révolutionnaire ». Des mouvements qui avancent s'efforcent de réconcilier diverses subjectivités, en « accommodant », si on peut dire, des visions différentes et parfois dérangeantes, souvent impulsées par les femmes, les jeunes, les immigrant-es, les autochtones. Le défi est de rassembler tout le monde de bonne volonté autour de la justice et de la défense du peuple, de l'égalité entre les hommes et les femmes, d'une démocratie respectueuse des peuples et orientée vers la défense résolue de l'environnement². Ce sont en partie des considérations stratégiques, en partie des principes éthiques, qui refondent la capacité de résister.

Au deuxième plan s'articulent de nombreux laboratoires qui préfigurent des sociétés alternatives. La plupart des mouvements, contrairement à une ancienne conception linéaire de l'histoire, comprennent maintenant, qu'il n'y a pas de « grand soir » où, soudainement et de façon décisive, les dispositifs du pouvoir seraient captés et transformés. De puissants « incubateurs » sont en marche, notamment dans les villes et les bidonvilles du monde où s'exprime une nouvelle créativité urbaine pendant que des communautés paysannes confrontent les puissants appareils du capitalisme mondial en se réappropriant les ressources de la pachamama. C'est ce qu'on observe à Barcelone, Montréal, Detroit, Casablanca, Bangkok, La Paz/El Alto, Buenos Aires, dans l'Amazonie brésilienne et au Sahel africain. Dans plusieurs sites, des couches moyennes « déclassées » (professionnels, enseignants, fonctionnaires, techniciens) rallient les classes populaires dans un même sursaut de dignité, de colère et d'auto-organisation. Ces couches peuvent énormément contribuer au renforcement des mouvements populaires, notamment par leurs compétences techniques, en autant qu'elles veulent rompre avec la tradition hiérarchique où le savoir et les compétences sont le monopole.

Un exemple formidable de ces « petites » batailles qui ne sont jamais si « petites » qu'on le dit vient de surgir au Dakota (États-Unis) dans la convergence des autochtones, des écologistes et des fermiers³.

¹ Voir Gustave Massiah, *Le nouveau monde qui tarde à apparaître*, 2016, <<http://www.pressegauche.org/spip.php?article28629>>

² Voir Pablo Solon, « *Algunas reflexiones, autocríticas y propuestas sobre el proceso de cambio en Bolivia* ».

³ On pourrait mentionner tellement de « petites » luttes qui deviennent de « petites » victoires : la résistance des étudiants indiens contre l'assaut des fundamentalistes hindous dans les universités, celle des Polonaises contre les mesures pour enlever leurs droits reproductifs, les luttes des couches populaires pour le logement et l'eau à Barcelone, Cochabamba, Johannesburg, Athènes, et ailleurs.



La lutte s'exprime alors comme une épuisante « guerre de positions », souvent invisible, où des mouvements transforment leurs modes de faire et de penser, y compris les leurs, dans un vaste processus d'autodéfinition, pour imaginer ensemble un « alter-monde », dans les institutions, les cités et les villages, et même, jusqu'à un certain point, dans les antichambres du pouvoir. Ce sont des batailles quotidiennes pour maintenir et démocratiser les services publics, récupérer le patrimoine dévasté de la mondialisation et réinventer un rapport équitable entre les humains, les formes de vie non-humaines et l'environnement naturel. Pour avoir encore plus d'impacts, ces « petites » batailles doivent tenter le pari de l'internationalisation, comme ont commencé à le faire certains syndicats et mouvements paysans.

D'autre part, dans ces articulations stratégiques qui visent à réconcilier les résistances et la construction des alternatives se repose la question de l'organisation. Un certain Vladimir Ilitch¹, avait bien vu que cette question n'était pas technique, mais politique. Dans ce début d'un vingtième siècle de confrontations et de guerres, la « formule » insistait sur des dispositifs politico-militaires hautement centralisés, non seulement capables de capter le pouvoir, mais de le briser et de le remplacer par un « anti-pouvoir ». Pour toutes sortes de raisons débattues depuis des décennies, ce projet a connu son apogée avec les luttes de libération anti-impérialistes (comme en Chine, au Vietnam, à Cuba), mais il n'était pas, comme l'avait proclamé la Troisième Internationale, un « modèle », d'où les bifurcations porteuses proposées par plusieurs personnalités comme Mao, Gramsci, C.L.R. James, Frantz Fanon, Rosa Luxemburg et bien d'autres. Cet ancien projet des luttes de libération nationale, tel que défini dans ses formulations antérieures, est lui aussi à réinventer.

Mais aujourd'hui, sous de nouvelles formes, la lutte contre la domination des peuples, pour la souveraineté et la dignité, est relancée d'une manière nouvelle. Une certaine droite qui se dit « moderniste » fait passer toutes les revendications de ce genre comme des vestiges des idéologies réactionnaires du passé nourries d'un nationalisme frileux, voire d'un ethnisme agressif. En réalité, les peuples ont raison de réclamer leur droit d'exister, ainsi que leur droit de décider, dans le cadre de structures politiques dont ils sont maîtres. Ce n'est pas une fatalité si le Brexit a été capté par un nationalisme de droite, par exemple. Ce n'est pas parce que le Front National en France s'oppose à l'Union européenne qu'il faut défendre cette structure anti-démocratique et vouée à la défense du néolibéralisme. Sur un même registre, les peuples qui réclament leur droit à l'autodétermination, qu'ils soient au Sud (Sahara occidental, Palestine, Kurdes, Mexique, etc.) ou au Nord (Écosse, Catalogne, Pays Basque, Québec) s'inscrivent dans une lutte démocratique où en réalité, l'émancipation nationale se conjugue avec l'émancipation sociale². Les mouvements populaires pour la plupart ont évidemment compris que ces droits et ce qui vient avec en termes de

¹ Autrement connu sous son pseudonyme Lénine.

² Dans ces situations, les revendications nationales sont difficilement conciliables avec les intérêts des élites locales qui sous l'égide du capitalisme globalisé visent d'abord et avant tout à s'insérer dans les circuits de la mondialisation, quitte à le faire en tant que subalterne.

dignité et d'auto détermination amènent un surcroît de résistance, dans le cadre d'une vaste lutte pour une souveraineté populaire¹.

Sur un autre plan, les nouvelles subjectivités portées par les mouvements populaires ces dernières années cherchent à redéfinir l'équation entre le social et le politique. Partant du principe éminemment important et positif qui est celui de la nécessaire autonomie des mouvements, plusieurs ont choisir d'intervenir, sans intervenir, sur le terrain politique, davantage comme groupes de pression que comme protagonistes au premier plan. Le rapport avec les gouvernements et les partis progressistes, notamment en Amérique du Sud, s'est construit sur cette distance prudente, ce qui a conduit, dans la plupart des cas, à laisser l'initiative aux partis politiques et à perpétuer la rupture entre les luttes sociales et politiques.

Une autre posture selon une tradition anarchiste est celle d'une absence assumée de l'espace politique, défini d'emblée comme un piège et une impasse. Dans cette optique, il faut rester loin du pouvoir, le plus possible en tout cas. Parallèlement, une certaine fascination sur les aspects formalistes (« horizontalisme » extrême, rejet du travail théorique, fascination pour un peuple « imaginaire » considéré comme une entité homogène au lieu d'un enjeu des contradictions sociales, etc.), un culte de la spontanéité (en quelque sorte, le miroir du culte de l'avant-garde éclairée qui a sévit pendant plusieurs des années) conduit parfois à des culs-de-sac, à l'isolement, la paralysie et la dépolitisation et où les luttes restent fragmentées et où on ne parvient pas à produire de nouvelles convergences². C'est un peu comme si un « culte » (horizontalisme) avait remplacé un autre (avant-gardisme).

Au moment où la vague des résistances des dernières années ralentit et que la droite revient à l'offensive, des débats sont en cours pour dépasser ces perspectives. Il n'est plus question, du moins dans la majorité des mouvements, de reconstruire des structures dites d'avant-garde, avec les rapports autoritaires qui en découlent. Parallèlement, des mouvements considèrent qu'il faut dépasser la fragmentation, l'éparpillement et la tendance, au nom de la lutte contre la hiérarchisation des luttes, à éviter le dur labeur de la convergence. Celle-ci est une construction stratégique, elle n'apparaît pas spontanément ni « naturellement ». Elle doit dépasser les clivages (sans les occulter ni les nier), promouvoir l'intersectionnalité des luttes et des mouvements, œuvrer au dépassement des idées reçues, ce qui implique un processus créatif original qu'on pourrait, dans le sens noble du terme, intellectuel. C'est alors que s'expérimentent de nouvelles et amples coalitions entre des mouvements, des partis, des intellectuels « organiques » du peuple. Comme cela a été le choix, avec des limites et des contradictions, des mouvements populaires en Bolivie. Ils ont décidé de s'investir sur le terrain politique, non pas en tant que force d'appui, mais comme point nodal d'une stratégie de transformation de l'État.

Questions à explorer

- Quels sont les points faibles des dominants sur lesquels les mouvements peuvent capitaliser et vaincre ?
- Qu'est ce qui ressort des « laboratoires » où se construisent les alternatives et les nouveaux dispositifs pour faire « de » et « du » politique » dans le cadre de la lutte pour l'émancipation ?
- Si la forme autoritaire et hiérarchique des anciens partis de gauche ne convient plus, quels sont les chemins à explorer pour construire les convergences ?

¹ Cette lutte pour le droit à l'autodétermination n'aboutit pas nécessairement à sécession ou à la mise en place d'un nouvel État. Elle peut aussi prendre la forme d'une restructuration d'États fédérés, par exemple, avec des droits nationaux encaissés dans l'architecture constitutionnelle, et non pas, comme c'est le cas au Canada, laissé au « bon vouloir » de l'État central.

² C'est ce que décrit la militante-philosophe américaine Nancy Fraser.

4. L'avenir du Forum social mondial

Depuis maintenant plusieurs années, des mouvements ont profité des échanges internationalistes qui se sont produits dans de grandes coalitions comme Via Campesina, la Marche mondiale des femmes et bien d'autres, sans compter les processus semi-étatiques comme l'ALBA sous l'initiative vénézuélienne. À des niveaux différents selon le moment et le lieu, le FSM a été le miroir et parfois l'incubateur, de ces coalitions. Il a été également un site pour approfondir la réflexion, connaître les diverses expériences et même sortir des sentiers battus. Malgré la persistance de réflexes bureaucratiques et d'accointances questionnables avec des pouvoirs politiques et financiers, le FSM est resté proche des mouvements et des luttes, notamment grâce au travail infatigable de quelques personnalités comme Chico Whitaker.

15 ans plus tard, la question se repose puisque les mouvements se retrouvent devant une autre configuration politique. Au bout du compte, la raison d'être du FSM a été de définir et d'élaborer, intellectuellement parlant, une dimension internationale aux stratégies des mouvements. Cette nécessité demeure, compte tenu de la dimension internationale de la mondialisation capitaliste. Mais le contenu et les formes de cette dimension internationale et/ou mondiale doivent évoluer pour tenir compte de l'évolution du contexte. De nouveaux défis intellectuels confrontent l'intellect, par exemple, l'origine et l'impact des néo-autoritarismes et de leurs « monstres » (dans la mouvance d'extrême droite sous diverses bannières). Le déclin et même la chute des gouvernements progressistes imposent de réfléchir la relation au pouvoir et les alliances nécessaires pour bloquer la dérive. Les mécanismes d'élaboration de stratégies transnationales doivent être renouvelés.

Il ne s'agit pas, contrairement à une crainte partagée par certains camarades, de transformer le FSM en une nouvelle « Internationale », mais de lui permettre d'aider les mouvements à développer les nombreux outils dont ils ont besoin pour faire face aux défis actuels. Évidemment, le FSM n'est pas là pour définir la « ligne juste », mais il peut travailler de manière à ce que plusieurs élaborations stratégiques se produisent. Cela requiert un travail qui demande beaucoup de concentration. On peut penser, par exemple à :

- La mise en place de noyaux de débats stratégiques transnationaux permanents, pour alimenter les débats pendant et entre les Forums. Ces noyaux peuvent « décoloniser le savoir », pour reprendre l'expression de Boaventura Sousa Santos, et produire de nouvelles connaissances et de nouvelles hypothèses sur les alternatives au capitalisme, qui viennent des luttes et qui retournent dans les luttes,
- La définition d'axes prioritaires, autour des questions qui interpellent les mouvements populaires et qui doivent être abordés lors des Forums d'une manière systématique, pour encourager (et non imposer) des convergences. Ces axes doivent également être l'objet de travaux permanents.
- L'élaboration d'une plateforme conviviale pour les mouvements citoyens qui veulent utiliser le Forum comme une occasion et un moyen de mobilisation populaire.

On pourrait avoir des forums moins épars, mieux préparés et mieux articulés, avec des moyens techniques adéquats, notamment au niveau de la communication et de l'information. Il pourrait y avoir une emphase sur les Forums régionaux et sectoriels, tout en pensant, à tous les 2-3 ans, d'organiser un rassemblement mondial. Le FSM ne sera jamais rien d'autre qu'un outil, un lieu utile pour favoriser la construction d'alternatives et de construire la convergence, un moment de débats intenses.

Questions à explorer

- Quels sont les mécanismes qui peuvent rendre davantage pertinent l'exercice du FSM tenant compte du moment actuel ?
- Comment réduire l'aspect routinier et épars des forums qui entravent le travail des convergences et éviter que le Forum ne se résigne à être une sorte de « festival » de mouvements ?
- Comment faire en sorte que les mouvements populaires consolident leur leadership et réunissent à inclure davantage des initiatives à la base dans les divers pays participants ?

1000 luchas, 1000 desafíos

Repensar las convergencias

Reinventar las herramientas

Quien lucha puede perder, pero quien no lucha no ha perdido.

Bertolt Brecht

La extensión, la riqueza y la complejidad de los movimientos populares en el mundo son tales que sería peligroso pretender hacer un análisis "global". Lo que podemos hacer es sólo determinar algunas grandes líneas y sugerir los temas que deben profundizarse en el transcurso de los debates e intercambios solidarios en el seno del Consejo Internacional (CI) y en el Foro Social Mundial (FSM). La síntesis que sigue esta una reflexión personal que viene de muchos trabajos, debates e informes en los que han participado una cincuentena de personas de varios países.

Pierre Beaudet (Red Intercoll)

1. Globalización 2.0

De manera diferenciada según las situaciones nacionales, hay en marcha una amplia reorganización de los dispositivos del poder capitalista, en lo referido a la gobernanza, la economía política, la cultura y los derechos. Éstos se imponen a través políticas, leyes y reglamento y medidas represivas. Aparecen también en el universo cultural, como marcadores: símbolos, valores e ideas preconcebidas. Hoy, sin embargo, esta reorganización está en crisis como el crash financiero de 2007-2008 ha ilustrado. Inicialmente confinada a la "tríada"¹, esta crisis afecta a todos los espacios del capitalismo globalizado y financiarizado, dominado por la fracción de rapiña y imperialista más determinada y la más armada del planeta.

Como explica el MST, los dominantes han elegido, para gestionar la crisis, desencadenar una ofensiva generalizada contra las clases medias y populares: ataques contra los salarios y las condiciones de trabajo, desempleo masivo, privatización de los recursos, desregulación, la deuda. Esta reestructuración también incluye la imposición de tratados de libre comercio² que tienen por objeto establecer normas que obligan a los Estados a cumplir las exigencias del neoliberalismo, a través de un amplio dispositivo que escapan a los procesos democráticos y las soberanías nacionales. Todo esto no es "natural", sino que es resultado de un poderoso sistema imperialista, principalmente, organizado por los Estados Unidos, sus aliados-subalternos del G7 y sus enlaces alrededor de todo el mundo, y cuyo objetivo es acelerar la explotación a través de una amplia gama de ataques militares, políticos, económicos, culturales. La agresividad del imperialismo Yankee viene, en parte, del hecho que no fui capaz de mantener el unilateralismo de los décadas anteriores, lo que produce une situación de competición intensa entre él y los 'emergentes' (en particular la China y la Rusia).

Del otro lado, las políticas neoliberales, por sí mismas en gran parte responsables de la crisis, se "reinventan", bajo un nuevo sello, que es en el Norte la "austeridad", y que perpetúa en el Sur un viejo conocido, el "ajuste estructural". De esto se obtiene como resultado la agravación de las desigualdades, la pobreza persistente, la exclusión y la degradación del medio ambiente.

En una época anterior, las políticas keynesianas en el Norte y una descolonización incompleta en el Sur habían sido la respuesta a la anterior gran crisis. Algunas voces minoritarias (entre las élites) proponen volver a un "neo-keynesianismo" que sería al mismo tiempo un "capitalismo verde". En realidad, los poderosos, en su gran mayoría, están convencidos de que disponen de un equilibrio de fuerzas que les es favorable. Esta confianza de los poderosos en sus propias fuerzas a veces es sacudida, ya que se observa, cada vez más, la crisis latente y abierta de la gobernabilidad capitalista y imperialista,³ pero al final y al cabo, en todo caso por el momento, éstos consideran que los sobresaltos del sistema no benefician a los movimientos populares. Esto se manifiesta en cómo los referentes políticos de los poderosos se metamorfosan en poderes "neo-autoritarios", marginalizando las instituciones tradicionales de la democracia liberal (los parlamentos elegidos y las representaciones institucionales de la sociedad civil). Se perfilan entonces nuevos dispositivos ejecutivos personalizados y que, a menudo, no temen utilizar un lenguaje y unas prácticas anteriormente confinados a la extrema derecha. En algunos casos extremos, este poder no vacila un segundo a volver a las políticas de la lancha cañonera, para invadir, matar, destruir sociedades y Estados, y experimentar sobre los pueblos las armas de destrucción masiva sobre las que intentan mantener el monopolio. Eso es lo que se observa de manera dramática en este gran "arco de crisis" que atraviesa gran parte de Asia y África, con el epicentro de esta orgía de destrucción programada en el Oriente Medio.

Y así, el espacio político se está reestructurando, de hecho, entre una derecha tradicional "renovada" y una "nueva" derecha sin complejos, que surfea sobre la ideología de todos contra todos, a través de la xenofobia, el odio a los demás, el imperialismo más "cruda" y el racismo⁴. Una política "identitaria" es promovida, para incluir en la mentalidad de algunas poblaciones que tienen un "derecho" de dominar debido una supuesta superioridad de ciertas civilizaciones. Al mismo tiempo, se asiste al declive de las instituciones multilaterales lanzadas después de 1945 (como las Naciones Unidas), en beneficio de la política unilateral animada por los Estados Unidos, siempre

¹ América del Norte, Estados miembros de la Unión Europea, Japón.

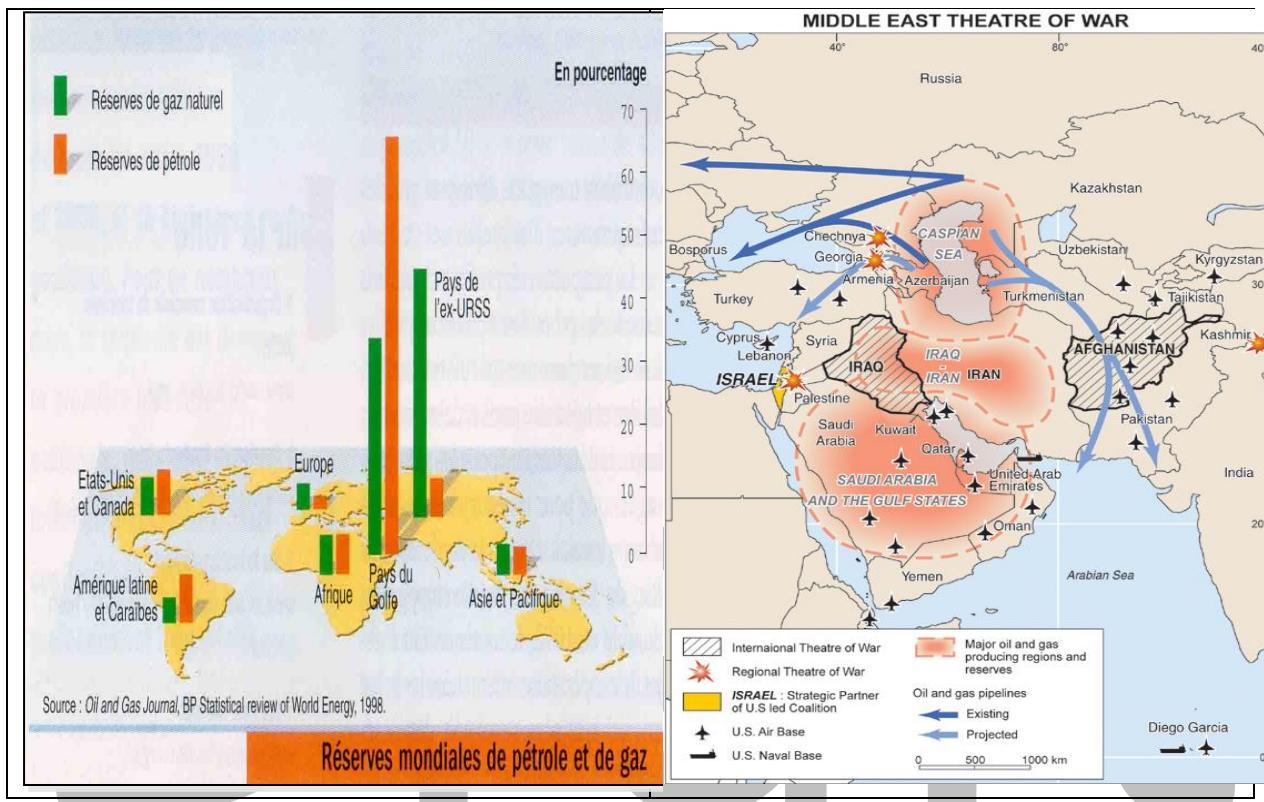
² Como el proyecto de TAFTA

³ Lo que revelan las vicisitudes militares de Estados Unidos y de la OTAN en Irak, Afganistán, en Siria.

⁴ Una parte importante de la extrema derecha se presenta como anti-sistémica, e incluso revolucionaria. Los "fundamentalismos" cristianos, hindúes, musulmanes, por ejemplo, tratan de orientar la revuelta hacia proyectos reaccionarios. Practican la violencia y excluyen todo diálogo. A veces son temidos, a veces utilizados por los dominantes, como fue el caso en la gran crisis anterior en los años 1920-30.

poderosos y que a veces opera a través de peligrosas "guerras por proxy", cuyo objetivo es apoderarse de los recursos y de las regiones.¹²

Guerra y petróleo: una calamidad convergente



Preguntas para reflexionar

- ¿Cómo las políticas de austeridad desestabilizan las capas medias y populares?
- Según las condiciones específicas en los distintos países, ¿el "neo-autoritarismo" puede convertirse en una especie de fascismo?
- ¿Hasta dónde la ideología de todos contra todos logra infiltrarse en las conciencias populares?
- ¿Qué queda de la soberanía popular en un contexto en que las estructuras opacas del capitalismo globalizado imponen sus normas fuera de todo marco democrático?

¹ Esta política que se basa en los estados de excepción casi permanentes se extiende además en la India, Turquía, Filipinas, Brasil, Rusia, etc.

² Otras potencias imperialistas tratan deemerger, China y Rusia, por ejemplo. Éstas se benefician de un relativo declive del imperialismo norteamericano que sigue siendo capaz de desplegar su hegemonía, tanto por los medios "tradicionales" (la guerra) que no tradicionales (economía, tecnología, etc.). El conflicto entre el imperialismo dominante y los imperialismos "emergentes" puede perdurar y empeorar en los próximos decenios. Sobre esto, léase Gilbert Achcar.

2. Enfrentamientos

Esta reestructuración no adoptaría las formas actuales si el campamento popular habría sido capaz de desarrollar un proyecto contra-hegemónico. Bajo la presión neoliberal y militarista de la década de 1980, las antiguas formas políticas han sido permanentemente debilitadas, incluyendo la socialdemocracia, que, en gran medida, puso de lado las luchas por las reformas sociales que habían implementado alrededor del mundo¹. Más tarde, en los países del socialismo “real”, la implosión de la Unión Soviética y el giro liberal en China han socavado su proyecto fundacional. Estos retrocesos han cerrado, más que el último siglo, toda una época histórica de transformación social, que podría remontarse a la revolución francesa y a los grandes movimientos de emancipación de los siglos XIX y XX.

Sin embargo, en el repunte en la década de 1990, nuevas oleadas de luchas han reactivado la resistencia. De la revuelta de los indígenas mexicanos a las manifestaciones “anti-globalización” (Seattle, Génova, Buenos Aires, etc.), un vasto movimiento diversificado y militante logró hacer el cruce entre “antiguas” formas (los sindicatos especialmente) y nuevas expresiones populares marcadas por el feminismo, la ecología y el altermundialismo. Al mismo tiempo, una ola de cambios llamada “rosa” se ha cristalizado en América del Sur contra los experimentos desastrosos del neoliberalismo. Las coaliciones innovadoras entre las movilizaciones desde abajo y la instauración de gobiernos progresistas ha dado una profundidad a los movimientos populares que se dispersaron en el mundo hacia los años 2010, con las movilizaciones de Primavera árabes y africanas, Occupy, Indignados y los movimientos de masas que en todas partes han renovado el repertorio de las luchas, agitado a los viejos partidos de izquierda y creado nuevas articulaciones políticas como se ha observado en varios países como Bolivia, España y otros. Por último, según esquemas a veces contradictorias, estos procesos anticapitalistas y anti-imperialistas se han internacionalizado a través de nuevas iniciativas estatales progresistas (ALBA) y de iniciativas desde abajo, como el FSM, que han suscitado grandes esperanzas.

Con una masa crítica que contiene a los jóvenes desempleados graduados, las mujeres, los indígenas, los habitantes de los barrios periféricos y los campesinos pobres, estos movimientos han definido un programa de luchas extraordinariamente creativo. Sin embargo, a pesar del hecho de que varios movimientos salieron de su “territorio” de reivindicaciones para convertirse en fuerzas de propuestas, la mayoría de ellos no han construido un programa de transformación. Y así, con algunas pocas excepciones, el “poder” ha resistido. Donde hubo efectivamente los cambios de gobierno, el capitalismo globalizado tanto en sus prácticas antidemocráticas que, a través de sus instituciones transnacionales y multilaterales, bloqueó las esperanzas suscitadas por los gobiernos progresistas, de ahí el hecho de que varios de ellos fueron empujados hacia la “austeridad” y el extractivismo, y aceptó un estado de sumisión a la estructura imperialista de la economía mundial y a la potencia de las élites económicas en sus propios países, con consecuencias una distanciación entre los objetivos iniciales de los gobiernos progresistas y los movimientos². El regreso de la derecha y de la extrema derecha está en gran medida el resultado de este estancamiento. ¿Hemos llegado, según la expresión de los neoconservadores, al “fin de la historia”? Sin embargo, las luchas constantes y suaves obstaculizan, cuando no logran bloquear, las reestructuraciones anti populares y anti ambientalistas. Por todos lados, las consultas electorales expresan el compromiso de las poblaciones a las propuestas políticas que se declaran de acuerdo con sus reivindicaciones. Y en las bases, los movimientos sufren cambios que sugieren que las primaveras árabes y africanas, por ejemplo, están todavía en sus primeros pasos³. Se vuelve a la perspectiva de la lucha de larga duración.

Preguntas para reflexionar

- ¿La socialdemocracia puede reconstruirse?
- ¿Cómo los gobiernos progresistas pueden resistir a la derecha?
- ¿Cómo los movimientos populares pueden elaborar proyectos contra-hegemónicos y prolongar sus luchas en nuevas formas de intervenciones políticas?

¹ Leer Christophe Aguiton y Walter Baier.

² Como explican Emilio Taddei, Maristella Svampa y Massimo Modonesi.

³ Es la lectura de los Compañeros Maher Hahine del Foro de Túnez para los derechos económicos y sociales, así como el estadounidense Immanuel Wallerstein.

3. Los desafíos

Los movimientos populares saben que hacen frente a un período que se anuncia duro y peligroso. Los sindicatos, por ejemplo, son desestabilizados por la fragmentación del movimiento obrero y la transformación del proletariado en precariado. Otros movimientos resisten mejor, los ecologistas, por ejemplo, que avanzan en la inmensa batalla de ideas, aunque en el plano concreto, la mayoría de las reformas necesarias se encuentran bloqueadas o aplazadas. Las naciones indígenas mantienen la lucha, en parte por la nueva subjetividad que los reunifica a pesar de las grandes agresiones que los amenazan. Además, frente a la represión extrema y la guerra, los movimientos se ven obligados a concentrarse en las urgencias, defender los derechos fundamentales y detener los abusos. Las grandes movilizaciones que se llevaron a cabo los últimos años son cada vez más difíciles de reactivar, en un clima de inseguridad alimentado por los aparatos mediáticos y políticos, y frente a las intervenciones culturales e ideológicas de la derecha y de extrema derecha.

Sin embargo, a través de las luchas que se desarrollan en una gran adversidad, se observa la multiplicación de nuevas prácticas sociales y políticos, la aparición de una nueva cultura de la transformación, sobre todo debido a las jóvenes generaciones, y que intenta delimitar, de forma no autoritaria y no jerárquica, los contornos de una nueva forma de movilizarse. Hay investigaciones en curso con los movimientos populares, para encontrar nuevas vías estratégicas. No son investigaciones desencarnadas, confinadas en la universidad, sin que trabajos en las luchas mismas, a través de los esfuerzos de los "intelectuales orgánicos" del pueblo (Gramsci) que se resisten, organizan y reflexionan. Utilizando los conocimientos y competencias heredados por sus "antepasados", los movimientos crean nuevos conocimientos, nuevas estrategias, en la encrucijada entre las prácticas y las teorías (la "praxis").¹

En primer plano se presenta la necesidad de desestabilizar las derechas, que, en algunos casos, disponen de una base de masas populares. La creación de grandes alianzas resulta entonces imprescindible, lo que obliga a superar las divisiones y sectarismos, identificar los puntos de convergencia y de adhesión, lo que implica acuerdos. Para ello, es necesario una capacidad de apertura y respeto, lo que contrasta con los períodos en los segmentos del movimiento intentaban en vano, de apropiarse del monopolio de la "verdad revolucionaria". Los movimientos se deben esforzar por reconciliar diversas subjetividades, en "aceptar", si se puede decir, las visiones diferentes y a veces molestas, a menudo impulsadas por las mujeres, los jóvenes, los inmigrantes y los indígenas. El reto consiste en reunir todo el mundo de buena voluntad en torno a la justicia y de la defensa del pueblo, de la igualdad entre hombres y mujeres, de una democracia respetuosa de los pueblos y orientada hacia la defensa decidida del medio ambiente. Son en parte consideraciones estratégicas, en parte principios éticos, los que refundan la capacidad de resistir.²

En el segundo plan se articulan muchos laboratorios que constituyen verdaderas sociedades alternativas. La mayoría de los movimientos, a diferencia de una antigua concepción lineal de la historia, incluyen ahora, que no hay ninguna "gran noche", donde, de repente y de manera decisiva, los dispositivos del poder serían captados y transformados. Poderosas "incubadoras" están en marcha, especialmente en las ciudades y los barrios periféricos del mundo donde se expresan una nueva creatividad urbana mientras las comunidades campesinas confrontan los potentes aparatos del capitalismo mundial reapropiándose de los recursos de la Pachamama. Eso es lo que se observa en Barcelona, Montreal, Detroit, Casablanca, Bangkok, La Paz/El Alto, Buenos Aires, en la Amazonía brasileña y el Sahel africano. En varios lugares, las clases medias "subordinadas" (profesionales, docentes, funcionarios, técnicos) se suman a las clases populares en un mismo acto de dignidad, de ira y de auto-organización. Estas capas pueden contribuir mucho al fortalecimiento de los movimientos populares, especialmente por sus conocimientos técnicos, en la medida en que quieren romper con la tradición jerárquica donde los conocimientos y competencias son monopolizados

Un ejemplo formidable de estas "pequeñas" batallas que nunca son realmente "pequeñas" como se dice, acaba de surgir en el Dakota (Estados Unidos) en la convergencia de los indígenas, ecologistas y agricultores.³

¹ Véase Gustave Massiah, *el nuevo mundo, que tarda en aparecer*, 2016 <<http://www.pressegauche.org/spip.php?article28629>>

² Véase Pablo Solon, "Algunas reflexiones, autocriticas y propuestas sobre el proceso de cambio en Bolivia".

³ Cabe mencionar tan de "pequeñas" luchas que son "pequeñas" victorias: la resistencia de los estudiantes indios contra el asalto de los fundamentalistas hindúes en las universidades, las polacas contra las medidas para retirar sus derechos reproductivos, las luchas de los sectores populares para la vivienda y el agua en Barcelona, Cochabamba, Johannesburgo, Atenas, y en otros lugares.



La lucha se manifiesta entonces como una agotadora " guerra de posiciones", a menudo invisible, donde los movimientos transforman sus modos de hacer y pensar, incluidos los suyos, en un amplio proceso de autodefinición, para imaginar juntos un "alter-mundo", en las instituciones, las ciudades y aldeas, e incluso, hasta cierto punto, en las "salas de espera" del poder. Son las batallas diarias para mantener y democratizar los servicios públicos, recuperar el patrimonio devastado por la globalización y reinventar una relación equitativa entre los seres humanos, las formas de vida no-humanos y el medio ambiente natural. Para tener más impactos, estas "pequeñas" batallas deben apostar por la internacionalización, como han empezado a hacer algunos sindicatos y movimientos campesinos.

Por otra parte, en estas articulaciones estratégicas encaminadas a conciliar las resistencias y la construcción de alternativas surge la cuestión de la Organización. Ciento Vladimir Ilitch,¹ había vislumbrado que esta cuestión no era técnica, sino política. En este comienzo de un siglo de enfrentamientos y guerras, la "fórmula" eran dispositivos político-militares altamente centralizados, no sólo capaces de captar el poder, sino de romper y sustituirlo por un "anti-poder". Por todo tipo de razones discutidas desde hace décadas, este proyecto alcanzó su apogeo con las luchas de liberación anti-imperialistas (como en China, Vietnam, Cuba), pero no era, como lo había proclamado la Tercera Internacional, un "modelo", razón por la que se explican las prósperas bifurcaciones de ese camino propuestas por varias personalidades como Mao, Gramsci, C.L.R. James, Frantz Fanon, Rosa Luxemburg y muchos otros. El antiguo proyecto de las luchas de liberación nacional, tal como se formulaba en el pasado, también se debe reinventar.

Pero hoy, bajo nuevas formas, la lucha contra la dominación de los pueblos, por la soberanía popular y dignidad, es reactivada de una manera nueva. Cierta derecha que se dice "moderna" hecho pasar todas las reivindicaciones de este tipo como los vestigios de las ideologías reaccionarias del pasado, que encarnan un nacionalismo timorato, e incluso de movimientos étnicos agresivos. En realidad, los pueblos tienen razón al reclamar su derecho a existir, así como su derecho a decidir, en el marco de estructuras políticas de las que son titulares. No es una fatalidad si el Brexit fue captado por un nacionalismo de derecha, por ejemplo. No es debido a que el Frente Nacional en Francia se opone a la Unión Europea que hay que defender esta estructura anti-democrática y dedicada a la defensa del neoliberalismo. En ese mismo sentido, los pueblos que reclaman su derecho a la libre determinación, ya sean en el Sur (Sahara Occidental, Palestina, kurdos, México, etc.) o en el Norte, (Escocia, Cataluña, País Vasco, Quebec) se inscriben en una lucha democrática, donde en realidad, la emancipación nacional se conjuga con la emancipación social². Los movimientos populares que han reconocido que esos derechos y lo que ellos implican en términos de dignidad y autodeterminación constatan un aumento de las resistencias.³

¹ Es conocido por su seudónimo Lenin.

² En estas situaciones, las reivindicaciones nacionales son difícilmente compatibles con los intereses de las élites locales que bajo la égida del capitalismo globalizado se refieren en primer lugar y sobre todo para integrarse en los circuitos de la globalización, sale a hacerlo como subalterno.

³ Esta lucha por el derecho a la autodeterminación no conduce necesariamente a la secesión o a la creación de un nuevo Estado. También puede adoptar la forma de una reestructuración de los Estados federados, por ejemplo, con los derechos nacionales consagrados en la arquitectura constitucional, y no, como es el caso de Canadá, dejados a la "buena voluntad " del Estado central.

En otro plano, las nuevas subjetividades señaladas por los movimientos populares en los últimos años tratan de redefinir la ecuación entre lo social y lo político. Partiendo del principio muy importante y positivo que es el de la necesaria autonomía de los movimientos, varios de ellos han elegido intervenir, sin intervenir, en el terreno político, más como grupos de presión que como protagonistas en primer plano. La relación con los gobiernos y partidos progresistas, especialmente en América del Sur, se ha construido sobre esta distancia prudente, lo que condujo, en la mayoría de los casos, a dejar la iniciativa a los partidos políticos y a perpetuar la ruptura entre las luchas sociales y políticas.

Otra postura que proviene de la tradición anarquista es la de una ausencia asumida del espacio político, definido desde un principio como una trampa y un callejón sin salida. En este paradigma, hay que permanecer alejados del poder, lo más posible en todo caso. Al mismo tiempo, una cierta fascinación sobre los aspectos formalistas ("horizontalidad" extrema, rechazo del trabajo teórico, la fascinación de un pueblo "imaginario" considerado como una entidad homogénea en vez de un juego de las contradicciones sociales, etc.), un culto a la espontaneidad (en cierto modo, el espejo del antiguo culto a la vanguardia iluminada) lleva a veces a callejones sin salida, al aislamiento, la parálisis y la despolitización y a que las luchas sigan fragmentadas y no se lleguen producir nuevas convergencias.¹ Es un poco como si un "culto" (horizontalismo) sustituyó a otro (vanguardia).

En este momento en que la ola de resistencia de los últimos años se frena y que la derecha está a la ofensiva, hay debates en curso para superar estas perspectivas. No se trata, por lo menos en la mayoría de los movimientos, de reconstruir las estructuras denominadas de vanguardia, con las relaciones autoritarias que traen consigo. Al mismo tiempo, hay movimientos que consideran que hay que superar la fragmentación, dispersión y la tendencia, en nombre de la lucha contra la jerarquización de las luchas y llevar a cabo arduo trabajo de la convergencia. Ésta es una construcción estratégica, que no aparece espontáneamente ni es "natural". Se debe superar las divisiones (sin ocultar ni negar), promover la interseccionalidad de las luchas y movimientos, trabajar a la superación de los prejuicios, lo que implica un proceso creativo original que es, en el sentido noble del término, intelectual. Es así que se experimentan con nuevas y amplias coaliciones entre los movimientos, partidos y los intelectuales "orgánicos" del pueblo. Tal como ha sido el camino, con límites y contradicciones, de los movimientos populares en Bolivia. Han decidido invertir en el terreno político, no como fuerza de apoyo, pero como punto nodal de una estrategia de transformación del Estado.

Preguntas para reflexionar

- ¿Cuáles son los puntos débiles de los poderosos sobre los cuales los movimientos pueden capitalizar y superar?
- ¿Qué es lo que se desprende de los "laboratorios" donde se construyen las alternativas y los nuevos dispositivos para obrar en torno a la política y lo político en el marco de la lucha por la emancipación?
- Si la forma autoritaria y jerárquica de los antiguos partidos de izquierda ya no es viable, ¿cuáles son los caminos a explorar para construir la convergencia?

¹ Eso es lo que describe la activista-filósofa estadounidense Nancy Fraser.

4. El futuro del Foro Social Mundial

Desde hace varios años, los movimientos se han beneficiado del intercambio internacionalista que ocurrió en las grandes coaliciones como Via Campesina, la Marcha Mundial de Mujeres y muchos otros, sin contar los procesos semi-estatales como el ALBA bajo la iniciativa venezolana. A distintos niveles, según el momento y lugar, el FSM fue el espejo y a veces la incubadora, de estas coaliciones. Fue también un sitio para profundizar la reflexión, conocer las diferentes experiencias e incluso salir de los senderos trillados. A pesar de la persistencia de reflejos burocráticos y cuestionables con los poderes políticos y financieros, el FSM se mantuvo cercana a los movimientos y luchas, en particular gracias al trabajo incansable de algunas personalidades como Chico Whitaker.

15 años más tarde, nuevas preguntas surgen porque los movimientos se encuentran ante otra configuración política. En definitiva, la razón de ser del FSM fue definir y desarrollar, intelectualmente hablando, una dimensión internacional a las estrategias de los movimientos. Esta necesidad sigue existiendo, teniendo en cuenta la dimensión internacional de la globalización capitalista. Pero el contenido y las formas de esta dimensión internacional y/o mundial deben evolucionar para tener en cuenta la evolución del contexto. Nuevos retos intelectuales aparecen, por ejemplo, el origen y el impacto de los neo-autoritarismos y de sus "monstruos" (en el movimiento de extrema derecha bajo diversas banderas). El descenso e incluso la caída de los gobiernos progresistas exigen reflexionar sobre la relación con el poder y las alianzas necesarias para bloquear las derivas y derrotas. Los mecanismos de elaboración de estrategias transnacionales deben ser renovados.

No se trata, a diferencia de lo que temen algunos compañeros, de transformar el FSM en una nueva "internacional", sino que el Foro pueda ayudar a los movimientos a desarrollar las muchas herramientas que necesitan para enfrentar los desafíos actuales. Evidentemente, el FSM no está allí para definir la línea política "correcta", sino para trabajar de manera que varias reflexiones estratégicas ocurran. Esto requiere un trabajo que exige mucho de concentración. Cabe pensar, por ejemplo, en:

- El establecimiento de núcleos de debates estratégicos transnacionales permanentes, para alimentar a los debates durante y entre los foros. Estos núcleos pueden "descolonizar el saber", para retomar la expresión de Boaventura Sousa Santos, y producir nuevos conocimientos y nuevas hipótesis sobre las alternativas al capitalismo, que vienen de las luchas y que regresan a las luchas,
- La definición de ejes prioritarios, en torno a las temáticas que interpelan a los movimientos populares y que deben ser abordados en los foros de manera sistemática, para alentar (y no imponer) convergencias. Estos ejes deben también ser objeto de trabajos permanentes.
- La reactivación de los espacios ofertes para los movimientos populares dentro el Foro, como plataformas largas de participación ciudadana.

Se podrían organizar foros menos dispersos, mejor preparados y mejor articulados, con los medios técnicos adecuados, en particular a nivel de la comunicación y de la información. Podría haber un énfasis en los foros regionales y sectoriales, pensando de todos modos organizar un encuentro mundial cada dos o tres años. El FSM no será nunca nada más que una herramienta, un lugar útil para favorecer la construcción de alternativas y construir la convergencia, un momento de intensos debates.

Preguntas para reflexionar

- ¿Cuáles son los mecanismos que pueden hacer más pertinente el ejercicio del FSM teniendo en cuenta el momento actual?
- ¿Cómo reducir el aspecto rutinario y disperso de los Foros que obstaculizan el trabajo de las convergencias? ¿Cómo evita que el Foro se resigne a ser una especie de "festival" de movimientos?
- ¿Cómo lograr que los movimientos populares consoliden su liderazgo y incluyan más iniciativas de las bases en los distintos países participantes?

1000 struggles, 1000 challenges

Redefining our convergences

Reinventing our tools

He who fights, can lose. He who doesn't fight, has already lost.
Bertolt Brecht

The scope and the diversity of popular movements world-wide are so rich and wide that any attempt to straight-jacket them into a single analysis is futile. What we can do is identify broad trends and also, suggest some questions that could be discussed by the International Council of the WSF in Porto Alegre. This synthesis comes a personnel perspective coming out of many discussions, texts and reports that were produced by many people in many countries. With this synthesis, you can consult the compilation that was made region by region which exposes this vast tapestry of popular struggles.

Pierre Beaudet (Intercoll)

Draft

1. Globalization 2.0

In different manners according to different contexts, capitalism is currently reorganizing its power. Many aspects are taken into account including governance, political economy, culture, rights qui were and are imposed as laws, rules, national policies and transnational ‘free-trade’ agreements, repressive and control mechanisms, and also, by various markers as symbols, values, widely-accepted ideas.

This process has accelerated since the 2007-08 financial crisis that spread out through the entire system of globalized and financialized contemporary capitalism. As stated by the Landless Peasants Movements of Brazil (MST), the 1% has decided to launch a general offensive against popular and middle classes, assaulting working conditions and wages, imposing mass unemployment, privatizing resources. State by State, except a few, are going that way, at the national level and through transnational accords such as TAFTA, so that national polices are put into a cage governed by a sophisticated system of financial institutions and international organizations. To put it simple, neoliberalism, led by US imperialism and its subalterns, is rebooted and presented as a ‘necessity’ to avoid further crashes. The ‘aggressivity’ of US imperialism under its various forms comes partially from the fact that the US as a declining power is unable to impose what it had hoped to achieve 20 years ago, i.e. a unipolar world. Currently, it tries to confront ‘emerging’ powers like Russia and China but it finds itself in a very ambiguous situation worldwide,

In the meantime, the policy of austerity in the North, like structural adjustments programs in the South, implies growing gaps between the haves and the have not, increased poverty and exclusion, as well as divisive tactics to avoid the environment challenges.

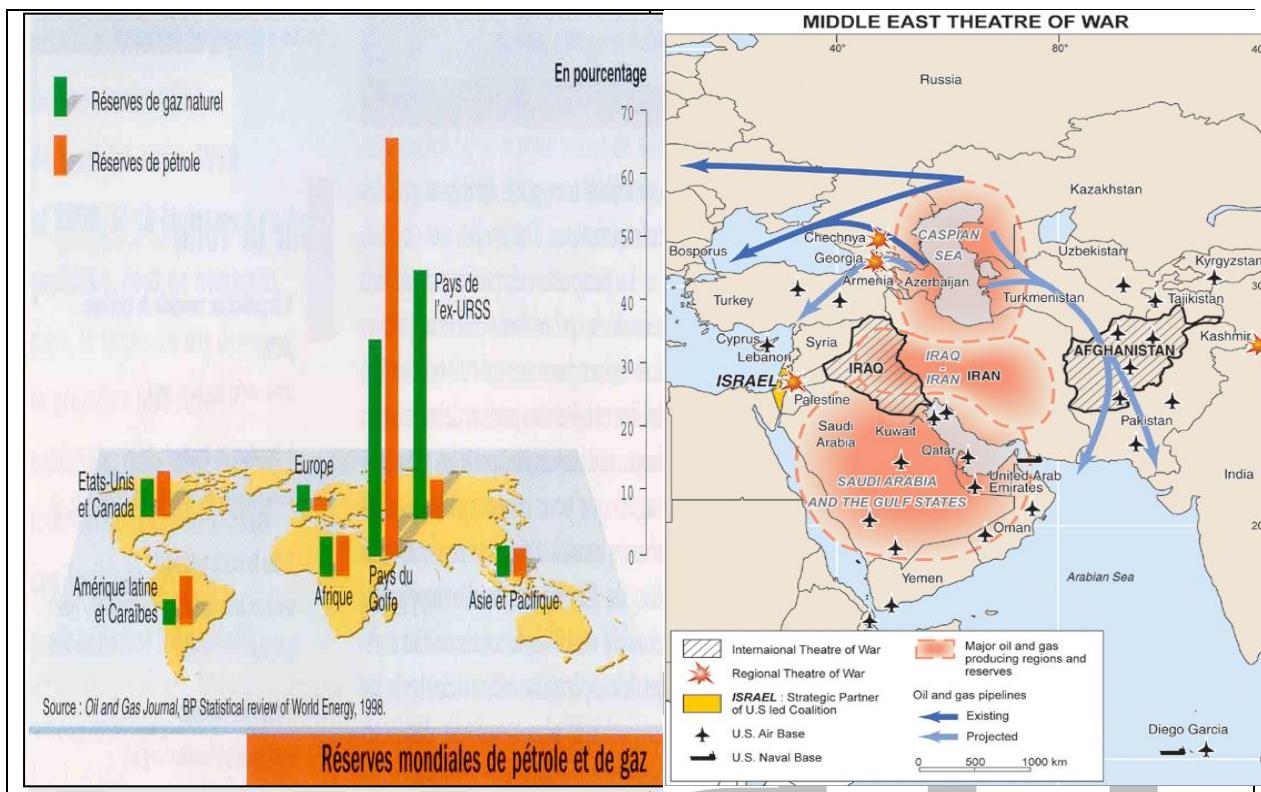
One might ask: why the 1% has chosen that path? After all, during the last big world crisis, the ruling classes had opted for another path inspired by Keynes. It is still around as an option, but it remains confined to a small minority arguing for neo-Keynesian and ‘green capitalist’ approaches. In reality, the vast majority of the decision-makers think they get away with their attacks on the peoples. They think that the correlation of forces is in their favour. They think they can sideline popular movements and struggles. Instead of accepting necessary reforms, neoliberal rulers are leaning towards authoritarian policies, marginalizing bourgeois democratic institutions and confining civil society more and more.

Meanwhile, mainstream center-right policies that have been the ‘norm’ for many years are metamorphosing into rightist alliances not afraid of using the language of the ultra-right. Political space is redefined between ‘right’ and ‘ultra-right’ with several bridges between them. The extreme-right becomes ‘acceptable’, losing its status as a delirious fringe, surfing on neoconservative ideologies using xenophobia, hate (‘everyone-against-everyone’) and racism¹. In more ‘extreme’ cases, this new power structure does not hesitate to launch ‘endless’ war, aimed to destroy whole states and nations, as we currently observe in the Middle East and large parts of Africa.

In the meanwhile, multilateral structures set-up after the Second World War and inspired by Keynesianism (like the UN) are marginalized and paralyzed. Attempts by ‘emerging powers’ to restructure that space are opposed by the declining US Empire, unable, with its usual subalterns to impose its hegemony. That on the other sides triggers violent conflicts for resources and control in many regions (like the Middle East and Africa) where big powers are using proxies.

¹ In many instances, this turn to the right uses religion, or to be precise, ‘fundamentalist » political-religious outfits transforming Christianity, Islam, and Hinduism as vehicles for hate and violence. This is observed in a wide variety of states including the USA, India, Egypt, etc.

War and Oil : the Dangerous Intersection



Questions to explore

- How popular classes are dislocated by the current policies?
- Can ‘neo-authoritarianism mutate to fascism?’
- To what extent reactionary ideologies are penetrating popular consciousness?
- What remains of popular sovereignty in a regime under the command of non-accountable technocratic structures?

2. Confrontations

Rebooting neoliberalism, as stated before, goes on because the popular forces have been unable, so far, to build a counter-hegemonic project. They found themselves in a situation of fragility, destabilized by the non-stop reactionary policies. Social democracy, which had been the political vehicle for many popular struggles, finds itself in the dead-end of the ‘third way’, becoming incapable to fight for social reforms. ‘Really existing’ socialists countries have imploded, leaving the Soviet Union as a second-grade imperial power, and China as the site of fast-track capitalist transformation, putting social and political movements that had been inspired by these experiments into a state of confusion¹. The demise of these two gigantic revolutions of the twentieth century closed down a chapter of history marked by the French revolution and major social uprisings of the past century.

This is not however the full picture, because, in many ways, popular movements have not sat idle. In the first half of the 1990s, a new wave of struggles came about from the indigenous rebellion in Mexico to a vast multitude fighting back globalization in Seattle, Genoa, Buenos Aires and many locations. The challenge was to marry ‘teamsters’ and ‘turtles’ (as it was termed in Seattle, to that ‘old’ social movements (like trade-unions) could join new organizational experimentations using the language of alter-globalization, feminism and ecology.

These struggles established a critical mass based on unemployed graduates, women, indigenous, slum dwellers and landless peasants. In parallel, the ‘pink wave’ that brought progressive governments to hold on different components of the power system erupted in South America. Vast coalitions from the top to the bottom deepen the reach of popular movements that later became even more audacious through the ‘Arab spring’ and the Indignados in Southern Europe), mutating elsewhere with Occupy and many other mass mobilizations world-wide. They have experimented new social-political alliances, like in Bolivia and Spain. They have benefited from a new pattern of internationalization facilitated by new mechanisms such as the World Social Forum and the Venezuelan-led ALBA project. They have mobilized large parts of the population from graduate unemployed to urban slum-dwellers and rural dispossessed communities.

With all of this, the popular camp succeeded for a time in destabilizing the wall of power, but they were unable to go over these powers. In fact, they were unable to ‘think’ power in a way which have responded to the subjectivities of the new popular mobilizations. And so in fact, the 1% mostly stood on top. Except in South America, where progressive governments came about as the result of the popular mobilizations. Even there and beyond the change in governance, globalized capitalism was able to block in-depth transformation and force austerity policies while pursuing the dangerous capitalist path of Extractivism, accepting the capitulation to world capitalism as a sort of inevitable fatality². This led several progressive governments in conflict with their own principles and with popular movements that had supported them in the first place. The right and the ultra-right bounced back on these limitations.

Are we then, as suggested by neocons ideologues, at the point where ‘history is ending’ with the definitive triumph of capitalism? Well really, only fools would believe that. The contradictions within capitalism can only but generate more and more explosions and dead-ends. On the other hand, popular movements are alive and kicking. They are able to block many of the neoliberal reforms. Their political influence is seen through innumerable attempts from Bernie Sanders to PODEMOS and left alliances world-wide. Many signs indicate that huge rebellions such as the Arab and African springs are likely to comeback.³. There is more realism within the movements about the fact that the struggle will be protracted.

Questions to explore

- Can social-democracy reinvent itself?
- How can progressive coalitions in South America regain the initiative?
- How to build popular counter-hegemonic projects and intervene in the political arena?

¹ Read the contributions of Christophe Aguiton and Walter Baier.

² Read Émilio Taddei, Maristella Svampa, Massimo Modonesi, and Pablo Solon on that.

³ On this, read Maher Mahine and Gilbert Achcar.

3. Challenges

Let us face the fact, the next period will be tough, perhaps even very tough. Trade unions for example, can expect to fight very hard even to maintain some of the conditions they had imposed through fierce struggles until today. They are weakened by industrial dislocation and fragmentation and other immense changes that underlines the passage of the proletariat to the precariat.

Other movements are able to resist with still a lot of vigor, like the environmentalists, who have in many ways, conducted a very successful ‘battle of ideas’ although, concretely, they have still not have won too often (on climate changes particularly). In other situations struck by war and violence, movements fight to survive, save lives and defend basic rights. Through the spectrum, one can observe new social and political practices, indeed, a new culture of transformation put forward by the new generations, searching for non-authoritarian and non-hierarchical models. Yet, no one can discount the difficulty that are faced in the present reactionary climate entertained by big media and political ‘personalities’ using demagogic and lies in a spin that Donald Trump is currently reinforcing. Building convergences becomes even harder and in many ways, there is a trend to fragment, to confine itself to local or sectoral battles.

So the debate is on. It requires robust intellectual work, not the kind we see in universities, but work coming from within the popular movements and supported by ‘organic intellectuals’ (a la Gramsci) who dare to struggle, dare to think and dare to win. For sure, this radical intellectuality does not start on a blank page: there were so many ‘ancestors’ that left us with methodologies (not ready made ‘models’). Critical thinking is ‘praxis’, where practice intersects with theory¹.

What are the priorities? The first is take back the initiative and destabilize the hegemonic block. For that, there is no other way than to constitute very wide alliances, which means transcending a certain left tradition of division and sectarianism. The goal being to identify the points of convergences. To achieve this, there is a sort of a cultural challenge: to respect, to be tolerant, to avoid any attitude (prevalent in the past) that made movements thinking that they were detaining the ‘only true’ revolutionary theory. It is very difficult, but possible, to assemble different subjectivities, sensitivities, systems of beliefs, without leaving out the same basic principles of social justice, democracy by the people, equality between genders, respect for the original peoples (adivasis, aborigines, etc.) and for pachamama, which is at the base of life². Strategic analysis, like ethics, is necessary to sustain movements and their capacity to fight and even, sometimes, to win.

Then there is another priority. Popular movements need to reinforce their role of incubators, prefiguring the post-capitalist world to which we aspire. It is now well understood that changing society is not ‘taking power’ as some sort of a fixed asset, a castle or even a group of oligarchs. There is not spectacular and single event, where suddenly, the people can capture, smash and reinvent the state. Despite the fact that there are strategic confrontations, the struggle for emancipation is like the ‘war of positions’ that Gramsci spoke about. Movements try to build a counter-hegemonic project and while attempting to change society, they need to change themselves, building an ‘alter’ society within organizations, institutions, sites and locations where society needs to decide. It is a daily battle, to defend the common good, to fight back the impact of globalized capitalism, to nurture equitable relations between genders, generations and cultures, and even with non-human life forms and the natural environment. All of these forming an organic whole, whose happiness of one depends on the happiness of the other. This what we can observe in Barcelona, Detroit, Montreal, Casablanca, Bangkok, La Paz/El Alto, Buenos Aires, in the Amazon as well as in the Sahel. There are many of these ‘small’ battles around, like the recent confrontation that led to a significant victory by our Lakota brothers and sisters in the USA³. Time and again, popular movements are serviced by professionals, technicians, teachers, who make their skills available to struggles. They can contribute a whole lot, especially when they are able to transcend class privileges and hierarchies.

¹ For Marx, “The weapon of criticism cannot, of course, replace criticism of the weapon, material force must be overthrown by material force; but theory also becomes a material force as soon as it has gripped the masses. Theory is capable of gripping the masses as soon as it demonstrates *ad hominem*, and it demonstrates *ad hominem* as soon as it becomes radical”.

² Read Pablo Solon, « *Algunas reflexiones, autocriticas y propuestas sobre el proceso de cambio en Bolivia* ».

³ These ‘small’ battles are never so ‘small’. Segments of the people fight and sometimes win, like the students at JNU (India) who defeated the onslaught by the right-wing, like Polish women who force the government to backtrack on its policies to limit reproductive rights, like homeless peoples in Barcelona and Athens who fight to the right to the city.



In these endless attempts to reconcile the immediate battles and the long-term reconstruction are strategic decisions and options, leading to the question of organization. Once a certain Vladimir Illitch¹ had seen that the organizational challenge was not technical or narrowly ‘organizational’ but political. It was necessary to proceed to the ‘concrete analysis of the concrete situation, not come up with fancy models detached from their historical environment.

Since then, the semi-military and hierarchical mechanisms that were useful then are totally outdated not only to confront power but even more, to change it. Many emancipation movements learned the hard way that they had to find their own path, like in the anti-imperialist struggles of third world movement. They needed to revisit their projects and so they did, with the help of some of their ‘organic intellectuals’ like Frantz Fanon, Carlos Mariategui, C.L.R. James and many others. They left behind the ‘model’ that was promoted by the Third Internationale and won tremendous battles.

Today, that third world liberation ‘model’ is also outdated, although the left behind important methodological tools that need to be appropriated. Many questions remain unresolved in the present moment. In parallel, new anti-imperialist and liberation movements emerge. Peoples want their rights, including the right to self-determination, which is about self-respect, dignity and sovereignty, and not all ethnic nationalism or racism. It is shameful that the right has appropriated some of these battles like the struggle against free-trade agreements. There is nothing wrong in claiming the necessity of popular sovereignty. Demands from oppressed nations (Kurds, Palestinians, and Saharaouis) or for national rights in situations like Scotland, Basque country, Quebec, Catalonia are certainly legitimate. Social and national emancipation go in fact hand in hand in an era characterized by a cosmopolitan globalized bourgeoisie for which sovereignty, democracy and rights are part of the past.

In the meantime, popular movements, resist, rightfully, being instrumentalized by political projects. They cherish their autonomy and their subjectivity, they don’t want that to be submerged. At the same time, the political terrain cannot be ignored. Should popular movements then, confine themselves to be pressure groups, and not front line protagonists? In cases where popular movements remained distant from the chambers of power, as it was under progressive government in South America, it turned out that the initiative was slowly lost. The progressive parties eroded their social capital and went too far into the accommodation with the 1 %.

If this posturing is questioned, so is the approach which says to ‘keep away’, to ‘change the world without taking power’. The assumption is that the political battle is always lost. The political space is a trap and so is the idea to organize the convergences. Creating ‘liberated’ spaces is then the solution, through a methodology that focus on direct action and direct governance, without hierarchy, whereas individuals are totally free. It generates a sort of horizontalism that has limitations, that ignores the differences and consider ‘the’ people as homogenous and becomes indeed an ‘imaginary people’. It is hostile to theory which is considered as a device to consolidate the power of those who ‘know’.

¹ Otherwise known as Lenin.

It becomes then a cult, the reverse of the previous cult where the declared ‘vanguard’ would solve all problems. Movements governed by that vision tend to fragment and adopt a ‘counter-culture’ elite style¹. Even in the Zapatista experience well established within libertarian circles, there is a leadership. There is a strategy, including military dimensions. It is not possible that everything is discussed by everyone, although, and this is where the Zapatista innovation is so important, the ‘leadership’ commands by obeying, listens, builds the consensus, avoid any adventurism and vanguardism.

In this moment where mass mobilizations are fragile and where the right is retaking control, there is an urgent need to reassess and not confine ourselves into our own hopes. For sure, there is no question or even possibility to go back to old-style strategies and organizational models. To struggle against hierarchy and control however does not mean simply a ‘permanent assembly’. Convergence is the result of work, not a spontaneous outburst. It is up to the movements and their ‘organic intellectuals’ to produce the intersectionality that brings peoples together, like what happened in Bolivia, where as popular movements created their own political formations.

Questions to explore

- Where are the weak links of capitalist power and how we can capitalize on these to win?
- How to develop further the people’s ‘laboratory’ where post capitalism is not only discussed by university graduates, but by struggling organizations who are building, even at a small scale, popular power? How can we tackle the political space in a way that empowers peoples?
- How to invent creatively organizational forms that allow maximum direct democracy and strategic capacities and avoid authoritarianism and vanguardism of the old left?

¹ The American activist-philosopher Nancy Fraser, also explains that certain movements over exaggerated their identity which becomes an end in itself. Feminists, Gay activists, minorities, are not fighting only for themselves. They are one and they are part of the whole.

4. The Future of the World Social Forum

For some time now, many popular movements have benefited from the internationalist exchanges and support through people's coalitions like Via Campesina, la World March of Women and many others. Through diverse experiences, successes and failures, the WSF has been the mirror of these efforts, sometime an incubator, and mostly, a site to freely debate, question, deepen our understanding. It even incubate many creative ways and allow more isolated and small movements to have a larger access. It is to the credit of those who saw its significance and its potential, like Chico Whitaker. The WSF was far from perfect, also vulnerable to bureaucratic reflexes and unduly influences by those who had more resources, money and influence, without being at the front line of the important struggles.

15 years later, movements are taking stock. The point of departure comes not from the WSF itself, but from the changing environment. Movements and their 'organic intellectuals' need to confront the 'monsters' that neoliberalism has created. There are less and less progressive governments to shield grass-roots initiatives. It is evident that strategies and organizational modes must be revisited.

This has not much to do with what certain comrades seem to be afraid of, as if the WSF should be transformed into another 'International'. That time is out. But is required is a more systematic effort by the WSF to support, stimulate and elaborate strategic options so that the needs of the popular movements are addressed effectively.

So, if there is no 'true revolutionary line' to establish, how to make the WSF an empowering process as it was in its initial period. It is not going to happen by magic. The search is on:

- How to build transitional strategic networks elaborating new strategies, based on investigations and consensus-building, using new methodologies and, like Boaventura Sousa Santos says, to 'decolonize knowledge'. This cannot happen only if people meet every two or three years. It needs to be a permanent activity.
- How to make the forum more effective and more related to current struggles, without building a tightly closed hierarchy between struggles and movements? In other words, how can we, during and in-between forums, build convergences, which is not, as stated before, a 'natural' and 'spontaneous' process, but something that is constructed, otherwise with hard work and many efforts.
- How to stimulate, encourage, support citizen's movements at large to invest in, use and profit from the WSF as a broad platform for change, democracy and social justice.

At the end of the day, the Forum could be more focussed, facilitating (not leading) regional and sectoral initiatives and organizing transitional convergences to that every 3 years, we have a world meaningful gathering. It is nice to have friendly encounters, but in this grave moment, it is not enough. Once that is said, the WSF can only be a tool, a useful assemblage, related to, working for and with popular movements, fiercely independent from political parties, progressive governments, and even more importantly, from this hybrid animal which we call 'NGOs'.

Questions to explore

- What are new mechanisms to set in place so that the WSF retains its relevance?
- How to reduce the fragmentation and the bureaucratization of the Forum and focus on convergences?
- How to root the Forum even more with popular movements and grassroots organizations?